

Unité Départementale de la Marne

A Reims, le 29 septembre 2021

Nos réf. : SM2 D2 e 2021-800

Vos réf. :

Affaire suivie par : Suzel GASSMANN

suzel.gassmann@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 26 77 33 50

ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Demande de modification des gabarits des aérogénérateurs des parcs éoliens de la Tessenière Est et des Sept Ecornés par l'exploitant SARL du Mont Faverger.

PJ : Annexes 1 et 2 : projets d'arrêté préfectoraux complémentaires

Conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, la SARL du Mont Faverger a déposé un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation pour le parc éolien de la Tessenière Est ainsi que pour le parc éolien des Sept Ecornés le 25 août 2021.

Au regard des intérêts mentionnés à l'article L.181-3, l'inspection des installations classées considère que les modifications demandées sont notables mais non substantielles. Elles ne nécessitent pas la mise en œuvre de prescriptions supplémentaires. Toutefois, l'inspection des installations classées fait part de projets de deux arrêtés complémentaires afin d'acter ces modifications de gabarits.

Rédigé par l'inspectrice de l'environnement : Suzel GASSMANN

Vérifié, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le Directeur Régional,
P/le Chef de l'unité départementale de la Marne
Le Chef de la 2^e subdivision de la Marne : Pierre CASERT



1 – LES MODIFICATIONS DEMANDÉES

- Voici la comparaison des caractéristiques des éoliennes initiales par rapport à celles envisagées :

Parc éolien	N° éolienne	Hauteur en bout de pale (en m)		Diamètre du rotor (en m)		Garde au sol	
		initiale	modifiée	initiale	modifiée	initiale	modifiée
La Tessenière Est	LCM14	147	150	114	132	33	18
Les 7 Ecornés	P3	147	150	114	132	33	18

En rouge apparaissent les paramètres dont les nouvelles caractéristiques risquent d'impacter un peu plus l'avifaune et les chiroptères susceptibles d'évoluer à proximité du parc.

Il est à noter que l'emplacement des machines reste inchangé.

- La garde au sol :

A la suite des récentes études mettant en corrélation le gabarit des éoliennes avec la mortalité observée et l'alerte de la SFEPM (2021) à ce sujet, la DREAL Grand Est recommande le maintien d'une garde au sol (distance entre le sol et le bout de pale lorsqu'elles sont au plus bas) minimale de 30 m. Cette recommandation n'est pas respectée pour les deux éoliennes concernées par les demandes de modification. Il est à noter qu'elle n'était déjà pas respectée pour 12 éoliennes décrites dans le dossier de demande d'autorisation initial. L'autorité Préfectorale a cependant autorisé l'implantation et l'exploitation de tous ces aérogénérateurs au regard de l'engagement du pétitionnaire de mettre en place les mesures de réduction en faveur des chiroptères.

Ces mesures consistent à arrêter tous les aérogénérateurs des 5 parcs selon le protocole suivant (toutes les conditions devant être réunies) :

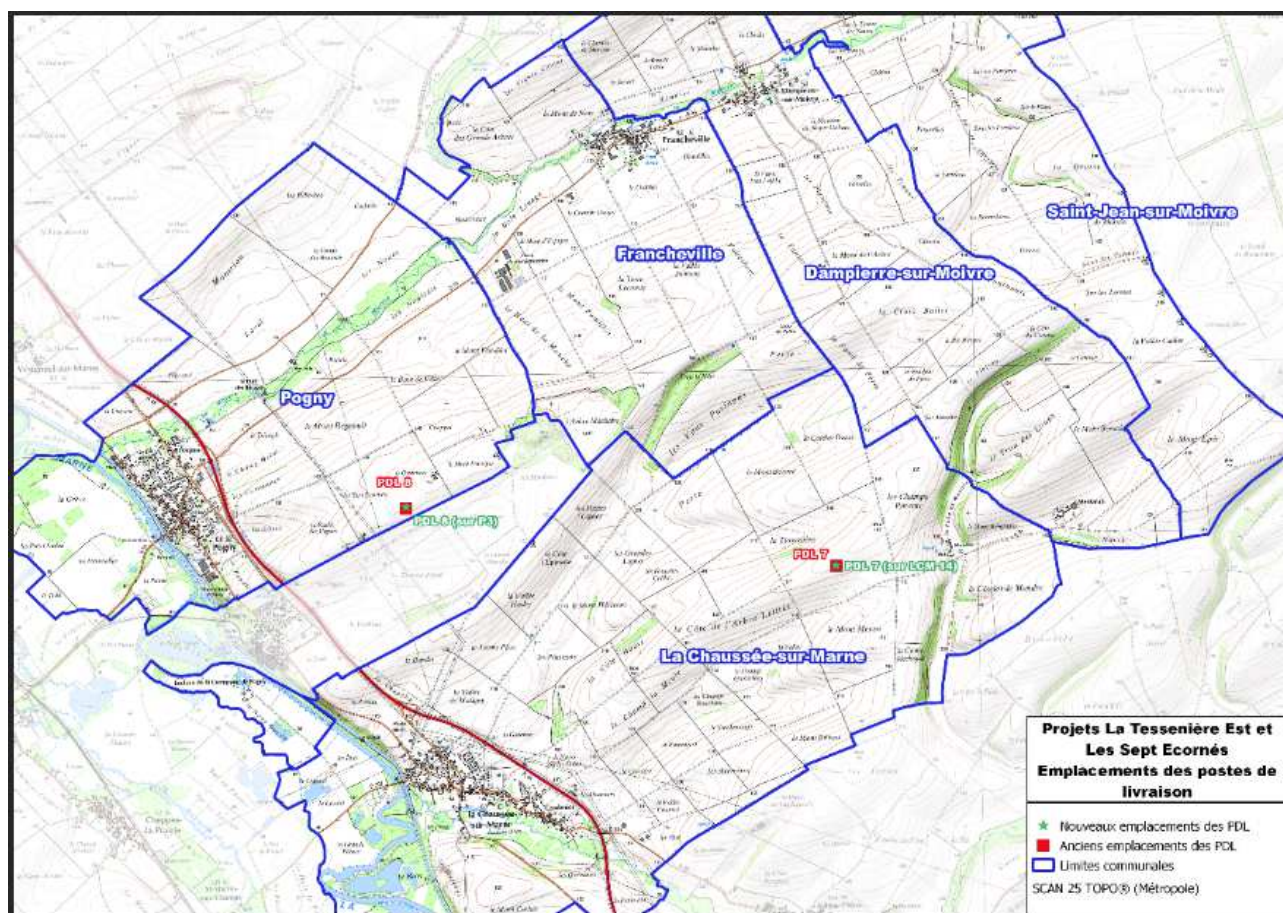
- du 1^{er} avril au 30 octobre (période maximale des chiroptères),
- de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil,
- lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6m/s,
- lorsque la température extérieure est supérieure à 10°C,

en l'absence de pluie.

Cette mesure de réduction reste suffisante pour limiter le risque de mortalité des chiroptères.

En ce qui concerne le risque d'impacts supplémentaires sur l'avifaune induits par la baisse de la garde au sol, l'exploitant s'engage à étendre le suivi mortalité de février à fin novembre alors qu'il était initialement prévu de juillet à novembre. Ce suivi sera renouvelé pendant trois années consécutives. L'exploitant s'engage également à mettre en place toutes mesures de réduction notamment des arrêts de fonctionnement des éoliennes en cas de surmortalité constatée au cours du suivi qui sera mis en œuvre.

- Le déplacement des postes de livraison de chaque éolienne :



L'inspection des installations classées considère que le déplacement des 2 postes de livraison reste minime puisque ces déplacements sont dus à l'évolution de l'emprise de la plateforme de l'éolienne à la suite du changement de modèle de turbine. L'emprise au sol et l'impact paysager supplémentaires restent donc très minime.

2 – CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, les modifications proposées par le pétitionnaire sont jugées notables mais non substantielles au regard de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement. L'inspection des installations classées propose d'acter ces modifications de caractéristiques des aérogénérateurs et le déplacement de deux postes de livraison par le biais d'arrêtés préfectoraux complémentaires annexés à ce rapport.

Elle considère également que ces modifications ne nécessitent pas de recueillir au préalable l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS).